Extrait du Association pour l'Économie Distributive

http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2276

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1985 - N° 830 - janvier 1985 -

Date de mise en ligne : mardi 24 février 2009

Date de parution : janvier 1985

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Bhopal (Inde) : 2500 morts, des milliers de blessÃ©s dont beaucoup resteront peut-Ãªtre aveugles. Nous avons tous vu ces images tragiques Ã la tÃ©lÃ©. Ces morts, ces blessÃ©s d'un pays en voie de dÃ©veloppement ne font que s'ajouter Ã la longue liste des victimes du capitalisme sauvage. En Inde, l'usine qui utilisait l'isocyanate de mÃ©thyle, gaz responsable de la catastrophe, sera dÃ©finitivement fermÃ©e. En France nous avons aussi une usine qui manipule ce gaz pour fabriquer des pesticides essentiellement utilisÃ©s pour combattre les parasites des betteraves. Et cette usine, elle est situÃ©e prÃ¨s de BÃ©ziers, c'est-Ã -dire loin des rÃ©gions d'utilisation du pesticide en question. Pourquoi ? Parce que les Ã©lus locaux se sont dÃ©menÃ©s pour que Union Carbide, le producteur amÃ©ricain d'isocyanate de mÃ©thyle, installe son usine dans leur rÃ©gion pour crÃ©er des emplois. Et que croyez-vous qu'il se passe aprÃ¨s le petit frisson d'horreur indienne ressenti Ã BÃ©ziers comme ailleurs ? Eh bien, les syndicats CFDT et CGT ainsi que le personnel de La Littorale (c'est ainsi que s'appelle l'usine en question) s'opposent aux Ã©cologistes qui souhaitent l'arrÃªt de l'utilisation de l'isocyanate de mÃ©thyle et la reconversion de l'usine. Une telle catastrophe, Ã§a n'arrive qu'aux autres ! Nous, on n'est pas sous-dÃ©veloppÃ©s et on sauvegarde nos emplois. Il n'y a que Ã§a qui compte. C'est d'ailleurs le mÃªme raisonnement qui conduit ces mÃªmes syndicalistes Ã travailler dans des usines d'armements et Ã manifester... pour la paix !

Mais Ã§a n'est pas pour autant une raison d'approuver les idÃ©es du patronat sur la « flexibilitÃ© » de l'emploi. Comme si en licenciant plus facilement on pouvait crÃ©er plus d'emplois ! Faut vraiment Ãªtre naÃ¯f pour croire une telle Ã©normitÃ©, mÃªme si elle est parÃ©e des plus belles plumes technocratiques. Il est vrai que depuis quelque temps l'entreprise et le patronat deviennent en France les enfants chÃ©ris des socialistes. TÃ©moin, entre autres, cette dÃ©claration de M. Rocard Ã la Convention Nationale du PS qui s'est tenue Ã Evry les 15 et 16 DÃ©cembre derniers : « Si le combat des socialistes a commencÃ© contre les patrons, aujourd'hui la rÃ©alisation de leurs espÃ©rances sociales dÃ©pend de la vitalitÃ© de l'esprit d'entreprise » et il a ajoutÃ© que les socialistes devaient admettre que l'Ã©crasante majoritÃ© des hommes travaillent pour de l'argent. HÃ©las, trois fois hÃ©las, c'est lÃ l'Ã©chec le plus cuisant que l'on doit reprocher aux socialistes. Ils avaient le droit, dans un environnement mondial hostile et en crise, de perdre la guerre Ã©conomique au sens capitaliste, mais ils n'avaient pas le droit de perdre la guerre culturelle. Et c'est ce qu'ils ont fait en voulant prouver qu'ils savaient gÃ©rer aussi bien que la droite.

Outre-Rhin l'image du patronat traverse une bien mauvaise passe : des enquÃªtes effectuÃ©es depuis la fin des annÃ©es 70 par le fisc ont rÃ©vÃ©lÃ© au public tout un Ã©cheveau compliquÃ© de relations financiÃ¨res liant directement les firmes aux milieux politiques dont personne ne soupÃ§onnait l'importance. Actuellement plus d'un millier de procÃ©dures judiciaires sont en cours aussi bien contre des personnes que contre les plus grandes sociÃ©tÃ©s du pays accusÃ©es d'avoir versÃ© des fonds illicites aux partis, gÃ©nÃ©ralement aux partis conservateurs. Les inspecteurs des impÃ´ts ont mis Ã jour de vÃ©ritables sociÃ©tÃ©s secrÃ¨tes qui agissaient en sous-main avec des pouvoirs exorbitants, telles que, par exemple, la Staatsburgerliche Vereinigung qui, sous couvert d'une association pour la dÃ©fense de l'Ã©conomie de marchÃ©, centralisait les donations d'une cinquantaine des plus grosses entreprises bancaires et industrielles de la R.F.A. Et on retrouve sur le mÃªme banc des accusÃ©s deux anciens ministres libÃ©raux de l'Ã©conomie et l'ex-fondÃ© de pouvoir du groupe Flick, accusÃ©s de corruption. Faut-il rappeler que le groupe Flick a largement bÃ©nÃ©ficiÃ© sous le IIIe Reich de ses relations privilÃ©giÃ©es avec le rÃ©gime nazi. MÃªme si le groupe Flick est un cas extrÃªme, comme le souligne un dÃ©putÃ© social-dÃ©mocrate, « jamais dans l'histoire contemporaine allemande, le patronat ne s'est situÃ© du cÃ´tÃ© de la dÃ©mocratie ». De telles rÃ©flexions pourraient peut-Ãªtre inspirer les socialistes franÃ§ais ?

Certains parmi eux ont pourtant de bonnes idÃ©es. C'est ainsi que Mme Neiertz, porte-parole du groupe socialiste, a dÃ©clarÃ© que de nombreux dÃ©putÃ©s socialistes souhaitent que soit crÃ©Ã©e une

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

nouvelle allocation constituant « un minimum social garanti » qui permettrait de trouver dans les prestations sociales un moyen de prendre en compte les cas les plus dramatiques de privation d'emploi ou de ressources. Evidemment, Ã§a serait un dÃ©but. Inutile de rappeler que, pour nous, ce qu'il faut c'est un revenu maximum garanti Ã tous. Mais pour Ã§a, il faut d'abord changer les mentalitÃ©s et ce n'est pas Ã cela que les socialistes s'emploient (voir plus haut).

Certains rocardiens s'interrogent « sur ce qui sera l'un des problÃ¨mes fondamentaux des annÃ©es Ã venir, celui du partage du travail. Face Ã une mutation technologique qui fait dÃ©sormais croitre la productivitÃ© plus rapidement que la production, ce partage est inÃ©luctable. Il pose des problÃ¨mes redoutables pour les travailleurs (quelle compensation salariale ?) comme pour les entreprises (comment ne pas affecter la production et les coûts ?). Examiner les solutions Ã apporter, prendre en compte la formidable Ã©volution sociale qui peut en dÃ©couler (quels loisirs, quelle dÃ©mocratie nouvelle seront possibles ?) marque une avancÃ©e importante dans la pensÃ©e des socialistes. »

C'est, bien sûr, encourageant pour nous mais encore faudrait-il aller plus loin. Pour cela je suggÃ¨re Ã ces militants du PS de lire « Les Affranchis de l'An 2000 » de M.L. Duboin et de faire Ã©valuer par les Ã©conomistes et les statisticiens officiels les implications, financiÃ¨res de cette nouvelle sociÃ©tÃ©.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive